

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du 19 septembre 2017

Le 19 septembre 2017 à 14h00, s'est tenue, dans la salle de conseil de la mairie de Plonévez-Porzay, une séance du comité syndical légalement convoqué le 5 septembre 2017.

✱ **PRÉSENTS** : 9

Collège des EPCI et communes non producteurs – préleveurs d'eau potable :

Bernard IDOT (CCPCAM), Jean KERIVEL (Douarnenez communauté), Jean-Pierre LE BRAS (Beuzec-Cap-Sizun), Didier PLANTE (CCPCP), Henri CARADEC (Douarnenez communauté)

Collège des producteurs d'eau potable :

Joël BLAIZE (Plomodiern), Alain LE QUELLEC (Quimper Bretagne Occidentale),

Collège du Département du Finistère :

Georges LOSTANLEN, Jocelyne POITEVIN

✱ **ABSENTS** : 6

Collège des EPCI et communes non producteurs - préleveurs d'eau potable :

Dominique LE PENNEC (CCPCAM), Paul GLEVAREC (CCPCP)

Collège des producteurs d'eau potable :

Henri LE PAPE (CCPCAM), Yves TYMEN (Douarnenez Communauté), Christine LELIEVRE (Saint-Nic)

Collège du Département du Finistère :

Jean-Marc TANGUY

✱ **EXCUSE** : 3

Collège des EPCI et communes non producteurs – préleveurs d'eau potable :

Marie-Thérèse HERNANDEZ (Douarnenez communauté), Paul DIVANAC'H (CCPCP), Thierry BETRANCOURT (CCPCAM),

✱ **POUVOIR** : 2

Thierry BETRANCOURT (CCPCAM) a donné pouvoir à Bernard IDOT (CCPCAM).

Paul DIVANAC'H (CCPCP) a donné pouvoir à Henri CARADEC (Douarnenez communauté)

✱ **SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Jean-Pierre LE BRAS (Beuzec-Cap-Sizun)

✱ **ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION** :

Thierry ROC'H, trésorier de Douarnenez

Lise LE BIHAN, directrice de l'EPAB et coordinatrice du SAGE remplaçant Alida BOISHUS, EPAB

Olivier ROBIN, coordinateur du pôle milieux naturels, EPAB

Vincent BRICK AIDA, technicien cours d'eau/zones humides, EPAB

DB n°12-2017 : MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL POUR LA FILIERE ADMINISTRATIVE (INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE ET COMPLEMENT INDEMNITAIRE)

Rapporteur : Président de l'EPAB

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération n°47 en date du 13 décembre 2012 instaurant un régime indemnitaire pour la filière administrative

Vu l'avis défavorable émis à l'unanimité des membres des organisations syndicales du Comité Technique en date du 20 juin 2017

Vu le tableau des effectifs,

Considérant que l'EPAB a saisi le Comité Technique le 12 juillet 2017 pour la mise en place d'un régime de prévoyance au 1^{er} janvier 2018 en réponse à l'avis défavorable émis par les représentants du personnel

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

I.- Mise en place de l'IFSE

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

A.- Les bénéficiaires

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxi :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

- Catégories B

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	17 480 €
Groupe 2	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	16 015 €

Ventilation des groupes de fonctions au sein du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants :

- Encadrement direct,
- Connaissances particulières,
- Missions spécifiques

Groupe 1 : Les rédacteurs territoriaux associés aux critères suivants :

Conduite de services complexes, encadrement

Groupe 2 : Les rédacteurs territoriaux associés aux critères suivants :

Coordination d'un service, expertise technique importante, sans encadrement

- Catégories C

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	11 340 €
Groupe 2	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	10 800 €

Ventilation des groupes de fonctions au sein du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants:

- Responsabilité de coordination,

- Autonomie,
- Initiative

Groupe 1 : Les adjoints administratifs territoriaux associés aux critères suivants : Coordination d'un service, expertise technique importante

Groupe 2 : Les adjoints administratifs territoriaux associés aux critères suivants : Agent d'exécution

C.- Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent
- pour les emplois fonctionnels, à l'issue de la première période de détachement

D.- Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

Conformément et dans la limite du décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- Il sera tenu compte de l'absentéisme pour l'I.F.S.E sauf pour les accidents qui ne relèvent pas d'une faute professionnelle, les maladies professionnelles reconnues et les congés de maternité ou de paternité ou d'adoption. L'I.F.S.E sera alors fixée à 60 % de l'attribution individuelle. Le décompte se fait en jours calendaires, prorata temporis, à compter du 1^{er} jour d'absence.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement

E.- Périodicité de versement de l'I.F.S.E.

L'I.F.S.E sera effectué mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

F.- Clause de revalorisation l'I.F.S.E.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II.- Mise en place du complément indemnitaire (C.I.)

Le complément indemnitaire est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

A.- Les bénéficiaires du C.I.

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le complément indemnitaire aux :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis par la délibération afférente à l'entretien professionnel. Ces montants ne

sont pas reconductibles automatiquement d’une année sur l’autre, peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l’évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

- investissement,
 - capacité à travailler en équipe,
 - connaissance de son domaine d’intervention,
 - capacité à s’adapter aux exigences du poste/des situations,
 - implication dans les projets,
 - la réalisation d’objectifs
- Catégories B

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	2 380 €
Groupe 2	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	2 185 €

- Catégories C

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	1 260 €
Groupe 2	Responsable du pôle ressource : secrétariat, comptabilité et ressources humaines	1 200 €

C.- Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat dans certaines situations de congés :

D.- Périodicité de versement du complément indemnitaire

Le complément indemnitaire fera l’objet d’un versement annuel et ne sera pas reconductible automatiquement d’une année sur l’autre.
Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

E.- Clause de revalorisation du C.I.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

III.- Les règles de cumul

L'I.F.S.E. et le C.I. sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RISFEPP.

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01 /10 /2017

La ou les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont modifiées ou abrogées en conséquence.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le comité syndical :

Membres présents : 9

Pouvoirs : 2

Votants : 11

Après délibération et vote du comité syndical, la délibération est adoptée à l'unanimité (0 abstention, 0 contre).

FAIT ET DELIBERE LE 19 SEPTEMBRE 2017

Henri CARADEC
Président de l'EPAB



Envoyé en préfecture le 25/09/2017

Reçu en préfecture le 25/09/2017

Affiché le

ID : 029-200030864-20170919-DELIB122017-DE